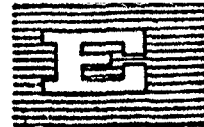


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/718
21 avril 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS



Distr. double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Onzième session
Point 3 de l'ordre du jour

REVISION DES PROGRAMMES ET ETABLISSEMENT DES PRIORITES

Textes des Résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme
le 18 et 20 avril 1955

I

La Commission des droits de l'homme,

Considérant qu'elle a terminé l'examen du point 7 de son ordre du jour, qui a trait à l'Annuaire des droits de l'homme, et du point 8, qui a trait au rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa septième session,

Décide d'accorder la priorité, pendant le reste de sa onzième session, aux points suivants de son ordre du jour provisoire (E/CN.4/707) :

- Point 4. Recommandations concernant le respect international du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes.
- Point 5. Développement de l'activité des Nations Unies en vue d'étendre dans le monde l'observation et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- Point 6. Rapports annuels sur les droits de l'homme.
- Point 17. Comités locaux des droits de l'homme.
- Point 9. Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination.
- Point 12. Résolution 644 (VII) de l'Assemblée générale, relative à la discrimination raciale dans les territoires non autonomes.
- Point 20. Communications.
- Point 13. Projet de déclaration des droits de l'enfant.

II

La Commission des droits de l'homme,

Ayant présent à l'esprit que, conformément aux dispositions de la Charte et à son mandat, sa tâche consiste à présenter au Conseil économique et social des propositions, des recommandations, des rapports et des projets concernant la Déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte relatif aux droits civils et politiques, le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les autres questions touchant les moyens d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que conformément à la Charte, l'action de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme doit être dirigée vers l'achèvement le plus rapide possible des travaux concernant les projets des Pactes des droits de l'homme, ce qui est dans ce domaine la tâche principale de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant que l'élaboration des projets de pactes marque l'achèvement d'une étape particulièrement importante de ses travaux; et qu'elle est maintenant appelée à se consacrer à d'autres travaux tendant à l'application, au progrès et à l'extension des droits de l'homme,

Considérant ses attributions et son mandat, les questions encore pendantes inscrites à son ordre du jour, ainsi que la nécessité d'établir un programme qui permette de déterminer l'ordre de priorité et de concentrer les efforts et les ressources,

Constatant que l'adoption d'un programme concret de travail en vue de ses prochaines sessions n'empêchera pas la Commission de s'occuper des autres questions qu'elle proposera d'étudier ou qui lui seront renvoyées, conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies,

Désireuse de poursuivre et de renforcer dans le cadre de sa responsabilité générale l'action des Nations Unies en vue de l'observation et du respect universels et effectifs des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Ayant examiné le memorandum du Secrétaire général concernant la "revision du programme de travail dans le domaine des droits de l'homme" (E/CN.4/710) et les autres documents pertinents qui y sont mentionnés,

Adopte le programme de travail ci-après pour ses prochaines sessions :

(A) Pactes des droits de l'homme ou autres conventions :

Continuation des efforts en vue de la réalisation de tous les droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les projets des Pactes relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels

Toutes mesures que la Commission pourra être autorisée ou invitée à prendre en exécution des mesures d'application que comportent les pactes relatifs aux droits de l'homme ou autres conventions sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales qui seront conclus sous les auspices des Nations Unies.

(B) Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités :

Examen des rapports et recommandations de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et examen des propositions ou recommandations qui pourraient être soumises à ladite Commission, ainsi que de tous problèmes se rapportant aux questions mentionnées dans le présent paragraphe.

(C) Respect international du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes :

Examen des mesures propres à promouvoir le respect du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes, tel que ce droit est mentionné dans la Charte et dans les projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, des mesures de mise en oeuvre de ce droit et des progrès réalisés à cet égard; et présentation des recommandations qui seraient nécessaires.

(D) Examen de l'évolution générale et action tendant à renforcer dans le monde l'observation et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales :

Examen de l'évolution générale et des progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme et des mesures prises pour sauvegarder la liberté humaine sur le plan mondial, compte tenu des rapports fournis pour être publiés dans l'Annuaire des droits de l'homme, ainsi que des rapports supplémentaires présentés par les Etats Membres et les institutions spécialisées aux termes de toute nouvelle résolution qu'adopterait expressément la Commission au sujet des rapports; et examen des autres moyens de favoriser plus largement dans le monde l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment, organisation de l'assistance technique dans ce domaine et de comités locaux des droits de l'homme.

(E) Examen de droits ou groupes de droits particuliers :

Mise en train d'études de portée mondiale sur des droits ou groupes de droits particuliers, soulignant l'évolution générale, ainsi que les progrès accomplis et les mesures prises pour sauvegarder la liberté humaine et présentation des recommandations qui seraient nécessaires, en plus des études

entreprises par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou par des institutions spécialisées, le choix des sujets d'étude et la méthode devant être déterminée par de nouvelles résolutions expressément adoptées par la Commission.

- (F) Diffusion plus grande du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et étude de ses effets et de son influence :

Examen des nouvelles mesures qu'il pourra être nécessaire de prendre pour diffuser plus largement le texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec la coopération des gouvernements et des institutions spécialisées, ainsi que des organisations non gouvernementales intéressées.

- (G) Annuaire des droits de l'homme :

Examen à la troisième session et des sessions ultérieures si cela se révèle nécessaire, de la forme et du contenu de l'Annuaire des droits de l'homme.

- (H) Communications :

Prise en note à chaque session des listes de communications établies par le Secrétaire général et examen éventuel de toutes propositions concernant les méthodes à appliquer, en vertu de la résolution 75 (V), telle qu'elle a été amendée, du Conseil économique et social, pour donner suite aux communications relatives aux droits de l'homme.

- (I) Tout point de l'ordre du jour dont l'examen n'aura pas été achevé à une session précédente et tout autre point qui pourra être inscrit à l'ordre du jour.